

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): En temps utile et une fois notre étude terminée, je ferai part à la Chambre de notre décision à ce sujet.

L'hon. M. Hees: D'ici là, le ministre veut-il se faire un émule moderne de Néron et s'occuper de choses futiles tandis que de vastes secteurs de l'économie canadienne passent aux mains de compagnies américaines?

Des voix: Oh!

Le très hon. M. Trudeau: Si nous avons un Néron, vous avez un zéro.

L'hon. M. Hees: Je voulais simplement savoir.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LES SYNDICATS OUVRIERS ET LES RESTRICTIONS VOLONTAIRES

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre des Finances. A-t-il reçu des instances directes de la part de représentants des syndicats, au sujet des restrictions provisoires et volontaires sur les prix et les salaires qu'il propose?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Le ministre a-t-il l'intention de rencontrer les représentants des syndicats bientôt ou à quel moment que ce soit, pour discuter de la chose?

L'hon. M. Benson: Comme je l'ai dit à la Chambre, M. Young, de la Commission des prix et des revenus, espère pouvoir convoquer une conférence en février, à laquelle assisteraient des représentants de l'industrie, des affaires et du secteur professionnel. J'imagine qu'il s'entretiendra ensuite avec les représentants des syndicats. Bien que je ne sois pas chargé de la Commission ni en constant rapports avec M. Young, je crois qu'il consulte de temps à autre les syndicats à ce sujet.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

NIGÉRIA—L'ACCÈS DE LA ZONE DE COMBAT AUX OBSERVATEURS

M. Andrew Brewin (Greenwood): J'aimerais adresser une question au premier ministre. Comme l'équipe d'observateurs militaires au Nigéria a déclaré, lors d'une récente conférence de presse, qu'elle n'avait pu passer que trois heures environ à Owerri et dans

[L'hon. M. Hees.]

plusieurs autres villes situées à la périphérie du territoire occupé par l'ancien Biafra, avant de retourner à Lagos, le gouvernement compte-t-il demander au gouvernement nigérian de permettre aux observateurs de visiter immédiatement les régions précédemment occupées par les forces biafraïses afin qu'ils puissent observer les régions qui seraient particulièrement menacées de famine et faire rapport à ce sujet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je demanderai au ministre de prendre note de cette suggestion, monsieur l'Orateur.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Le premier ministre n'a-t-il reçu aucune réponse du président du Nigéria au message qu'il lui a envoyé?

Le très hon. M. Trudeau: A ma connaissance, il ne m'est parvenu aucune réponse encore.

LES DÉCORATIONS MILITAIRES

LA QUESTION DE L'ABOLITION ET DE LA RECLASSIFICATION

M. Gordon Blair (Grenville-Carleton): J'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Songe-t-on à créer de nouvelles décorations canadiennes pour actes de bravoure et, dans ce cas, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que les distinctions accordées aux Canadiens dans le passé ne seront pas classées dans la même catégorie que les décorations étrangères?

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est ainsi qu'on les décrit dans un autre ministère.

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): On songe, en effet, à adopter de nouvelles décorations canadiennes pour actes de bravoure. On s'est aperçu que la seule qui soit maintenant autorisée, la médaille du courage, ne couvre pas toute la gamme des actes de bravoure accomplis par des civils et par des militaires. Je tiens à assurer à mon honorable ami qu'il n'est pas question de ravalier les distinctions que de braves et vaillants Canadiens ont reçues du souverain, dans le passé sur la recommandation du gouvernement du Canada. Il est impensable qu'on puisse jamais considérer celles-ci comme des décorations étrangères.

Des voix: Bravo!

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Vous feriez mieux de le dire à Pelletier.